

«Après les gâchis Ospel, la direction actuelle a aussi échoué»
propos recueillis par Sid Ahmed Hammouche

Il est trop tard pour sauver UBS. L'avis de Lukas Hässig est sans appel. Cet expert alémanique en économie estime que la banque aux trois clés ne pourra pas survivre à la crise actuelle. «Il faut la démanteler avant qu'elle ne cause des dommages irréparables à l'économie suisse», juge l'économiste qui vient de sortir «Der UBS - Crash », édité par Hoffmann et Campe. Interview.

Votre livre s'intitule «Der UBS - Crash ». Vous y allez un peu fort, non?

Lukas Hässig : (Rires). Du tout. Si l'on se réfère aux plus de 50 milliards perdus par la banque depuis le début de ses déboires et les risques que la Confédération a pris en y injectant 66 milliards, mon titre tape juste: c'est un crash! La marque UBS est endommagée et les indices sont limpides: valeur faible, pertes colossales et avenir sombre. Il faudra beaucoup d'argent du contribuable pour sauver cette banque. Sans l'aide de la Suisse et ses citoyens, UBS serait en faillite.

Dans le sous-titre, vous précisez que c'est une banque qui «jouait avec des milliards»...

J'utilise l'imparfait en précisant qu'UBS jouait avec l'argent. J'espère que ce n'est plus le cas et que les managers flambeurs ont été virés. La logique de casino qui a conduit la première banque de Suisse dans le mur a-t-elle été bannie? Cette banque a pris beaucoup de risques en s'aventurant dans le marché américain et en abandonnant la bonne tradition de prudence helvétique.

Quelles sont les raisons de cette débâcle?

Deux éléments sont très importants. Le premier date de 2002 quand deux managers de Zurich ont découvert à New York un montant de 24 milliards de dollars placés dans des subprime. Ils ont vite alerté la banque. Selon eux, cette somme était trop volumineuse et le marché hypothécaire américain hors de contrôle de la maison mère. Mais Walter Stürzinger, responsable des risques liés au marché, et Marco Suter, chef des risques liés aux crédits, refusent d'écouter.

Le mal «subprime» était donc déjà connu en 2002?

Marcel Ospel n'a rien voulu savoir. Niklaus Blattner, ex-vice-chef de la BNS, me raconte que lorsqu'il critiquait la croissance gigantesque du bilan UBS et sa boulimie des affaires, l'ancien CEO Peter Wuffli lui répondait: «Il est temps de faire du banking à grande échelle!»

La direction ne voulait pas écouter les appels à la prudence concernant la clientèle américaine...

Des spécialistes de la banque ont alerté la direction. Ils lui ont signalé les dangers de continuer à démarcher de riches clients américains et de les aider à cacher leur argent en Suisse. Mais elle n'a pas tenu compte de ces avertissements sur l'illégalité de certaines opérations. Comme avec les trois singes, c'était: rien voir, rien dire, rien entendre.

Elle a donc encouragé la fraude fiscale?

Elle a accepté une situation dangereuse. Marcel Rohner (CEO actuel) et les autres dirigeants savaient que c'était de la triche. Surtout dès novembre 2001, après l'accord «Qualified Intermediary Contract». Mais tous ont fermé les yeux. Aujourd'hui, la banque manque de crédibilité. Et la direction a peur d'aller aux USA où se trouve son deuxième siège. Elle doit craindre d'être arrêtée. Un comble pour des banquiers.

Pour vous, UBS était déjà sur les mauvais rails dès 2001...

Effectivement, tout a commencé en 2001. Et en 2006-2007, quand certains ont compris que c'était la catastrophe, il était trop tard pour reculer.

Pensez-vous qu'on nous cache la vérité sur la débandade d'UBS?

Clairement oui. Nous savons qu'UBS a perdu jusqu'ici plus que 50 milliards de francs dans l'Investment Banking. La barre n'est toujours pas redressée et la direction ne sait pas quelle

orientation prendre. Pire, Berne est condamnée, après un premier plan de sauvetage à 66 milliards, de continuer à déboursier de l'argent pour sauver UBS, si nécessaire. La Confédération n'a pas le choix, même si le Conseil fédéral ne sait pas tout ce qui se passe à l'intérieur de la banque. Le scandale des bonus a montré qu'il ignore certaines réalités. Normalement, une banque sauvée par l'Etat qui fait des pertes ne peut pas donner de bonus.

Vous dites aussi que l'Etat n'a pas accès à toutes les données sensibles. Incroyable quand on pense à ce que Berne a investi?

UBS est un secret. Les gens n'aiment pas en parler. Les managers n'ont d'ailleurs pas voulu répondre à mes questions. Mais c'est aussi la faute du Conseil fédéral qui ne fait rien pour contrôler la banque. Il faut aussi dire que la commission des banques a très mal fait son travail. Elle n'a pas voulu voir de près ce qui se passe. Et surtout, elle a cru aux paroles des managers d'UBS.

Quelle est votre conclusion?

Après les dix ans de gâchis de l'ère Ospel, la direction actuelle a échoué. Elle n'a pas su changer la culture interne du «nous sommes les meilleurs et trop grands pour couler». Pire, la banque dans sa configuration actuelle est un danger pour la Suisse. Personne ne peut la contrôler. Elle menace une grande partie de l'économie nationale. Il faut la démanteler et revenir à la situation normale d'une banque au service de l'économie suisse.

Et une fusion avec Credit Suisse?

Non. Ces deux banques menacent déjà l'économie du pays. Une plus grosse entité serait encore plus dangereuse.